



ASSOCIATION  
FRANÇAISE  
DES MARCHÉS  
FINANCIERS

LES PROFESSIONNELS DE LA BOURSE & DE LA FINANCE

AMAFI / 21-56  
30 septembre 2021

CE – Registre des représentants d'intérêts – Numéro AMAFI :  
**Assoc 97498144**

## CONSULTATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE

### DEBRA *Debt Equity Bias Reduction Allowance*

- Contribution de l'AMAFI -

#### Identification de la partie intéressée

**AMAFI – Association française des marchés financiers**  
13, rue Auber - 75009 Paris - France  
Tél. : 00 33 1 53 83 00 70 - Email : [info@amafi.fr](mailto:info@amafi.fr)

L'AMAFI est l'association professionnelle qui, aux niveaux national, européen et international, représente les acteurs des marchés financiers établis en France, qu'ils soient établissements de crédit, entreprises d'investissement ou infrastructures de marché et de post-marché, où qu'ils interviennent et quel que soit le lieu de résidence de leurs clients et contreparties. Ses adhérents, dont un tiers environ sont filiales ou succursales d'établissements étrangers, agissent sur les différents segments des activités de marché, que ce soit pour compte propre ou pour compte de clients : marchés organisés et de gré-à-gré où sont traités des titres de capital et de taux ainsi que des dérivés, y compris de matières premières.

L'AMAFI est enregistrée auprès de la Commission Européenne en tant que « partie intéressée » sous le numéro d'identification **Assoc 97498144**.

#### Contact :

Eric Vacher – Conseiller pour les Affaires Fiscales AMAFI  
Téléphone : 00 33 1 53 83 00 82 - Email : [evacher@amafi.fr](mailto:evacher@amafi.fr)

L'AMAFI a toujours encouragé le financement des entreprises par fonds propres, notamment par la réduction du biais fiscal à l'endettement. La voie d'une réduction de ce biais fiscal choisie par la Commission européenne avec l'initiative DEBRA participe incontestablement à l'encouragement des entreprises à financer leurs investissements par des apports en fonds propres plutôt que par des emprunts. Ce faisant, une telle mesure devrait contribuer à la construction d'un marché de capitaux européen, pleinement opérationnel et intégré, de nature à permettre à l'économie européenne de croître de manière durable tout en étant plus compétitive.

L'Association a examiné avec attention le questionnaire mis en ligne par la Commission européenne. L'objectif est de recueillir l'avis d'un large éventail de parties prenantes (entreprises, sociétés de conseils, organisations représentatives...) et des autorités publiques des Etats membres sur la perception du biais fiscal favorisant le financement des entreprises par l'emprunt plutôt que par fonds propres, ainsi que des solutions permettant de remédier à cette situation.

L'objectif de la consultation publique est de recueillir des informations et des données sur l'existence et l'ampleur de l'endettement des entreprises dû au biais fiscal favorable au financement par emprunt ainsi que sur les impacts possibles des différentes solutions envisagées. En outre, la consultation vise à recueillir des avis sur les règles anti-abus appropriées liées au dispositif DEBRA qui serait adopté.

L'AMAFI approuve l'objectif ainsi fixé et apprécie la possibilité qui lui est donnée de répondre à ce questionnaire.

## INFORMATIONS VOUS CONCERNANT

---

\* Langue de votre contribution

Français

\* I am giving my contribution as

Établissement universitaire/Institut de recherche

Association d'entreprises

Société/Organisation d'entreprises

Organisation de défense des consommateurs

Citoyen(ne) de l'UE

Organisation de protection de l'environnement

Ressortissant(e) d'un pays tiers

Organisation non gouvernementale (ONG)

Autorité publique

Organisation syndicale

Autres

\* Prénom

VACHER

\* Nom

Eric

\* Adresse électronique (ne sera pas publiée)

evacher@amafi.fr

Numéro d'inscription au registre de transparence

255 caractère(s) maximum

*Veillez vérifier si votre organisation est inscrite au registre de transparence. Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.*

\* Pays d'origine

France

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d'autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [par exemple « association d'entreprises », « organisation de défense des consommateurs » ou « citoyen(ne) de l'UE »], le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sont toujours publiés. Votre adresse électronique ne sera jamais publiée.** Veuillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Options en matière de protection de la vie privée par défaut en fonction du type de répondant sélectionné.

\* Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution

*La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.*

Mode anonyme

Le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, votre pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas publié. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite.

Mode public

Votre nom, le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, votre pays d'origine et votre contribution seront publiés.

\* Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution

*La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.*

Mode anonyme

Publication des informations relatives à l'organisation uniquement : le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas publié. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Mode public

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant : le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés. Votre nom sera également publié.

\*  J'accepte les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Seriez-vous disposé(e) à participer à un éventuel entretien de suivi lié à ce projet ?

[Ou à un échange similaire, simplement pour vous permettre d'entrer en contact avec les répondants en cas de questions ou de nécessité d'un suivi.]

Oui

Non

## SITUATION ACTUELLE

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant l'endettement des sociétés non financières dans l'UE ?

	Tout à fait d'accord	D'accord	Neutre	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans avis
Les niveaux élevés d'endettement rendent les entreprises plus vulnérables à l'insolvabilité.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les niveaux élevés d'endettement rendent les entreprises plus rentables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les niveaux élevés d'endettement sont dus à l'absence d'autres options de financement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les niveaux d'endettement des grandes entreprises non financières sont trop élevés.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les niveaux d'endettement des petites et moyennes entreprises (PME) sont trop élevés.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Selon vous, quel est le ratio dette/fonds propres des sociétés non financières dans votre pays ?

- Pas plus de 25%
- 25% - 50%
- 50% - 75%
- 75% - 100%
- 100% - 125%
- 125% - 150%
- 150% - 200%
- Plus de 200%

Selon vous, quel devrait être le ratio dette/fonds propres des sociétés non financières dans votre pays ?

- Pas plus de 25%
- 25% - 50%
- 50% - 75%
- 75% - 100%
- 100% - 125%
- 125% - 150%
- 150% - 200%
- Plus de 200%

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les raisons ci-après pour lesquelles les entreprises financent leurs investissements par l'endettement plutôt que par des fonds propres ?

Les entreprises utilisent l'endettement afin de financer des investissements...

	Tout à fait d'accord	D'accord	Neutre	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans avis
...pour augmenter le rendement des capitaux propres.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...parce qu'elles n'ont pas accès au financement sur fonds propres ou ont seulement un accès limité à celui-ci.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...parce que les taux d'intérêt sont faibles et que le financement par l'emprunt est donc bon marché.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...pour diversifier les risques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...pour réduire leurs obligations fiscales.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...pour éviter la dilution des droits de vote de leurs principaux actionnaires.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...pour d'autres raisons (une boîte de dialogue avec un espace de texte libre s'ouvrira).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Veuillez préciser ces autres raisons.

500 caractère(s) maximum

Pensez-vous que les entreprises de l'UE devraient être encouragées à utiliser moins de financements par l'endettement et davantage de financements sur fonds propres ?

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Neutre
- Pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Sans avis

Y a-t-il d'autres éléments que vous souhaiteriez soulever en ce qui concerne l'endettement du secteur des entreprises en général ou le ratio dette/fonds propres en particulier ?

1000 caractère(s) maximum

## POSSIBILITES

Plusieurs États membres ont introduit des mesures visant à limiter le ratio dette/fonds propres en limitant la déductibilité des paiements d'intérêts. D'autres pays ont introduit un abattement fiscal sur les fonds propres pour lutter contre l'incitation fiscale favorisant l'endettement plutôt que le financement sur fonds propres.

Pour ce faire, ils autorisent généralement la déduction d'un taux d'intérêt notionnel sur les fonds propres.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant les mesures prises par les États membres pour encourager le financement sur fonds propres ?

Les initiatives nationales visant à lutter contre l'incitation fiscale favorisant l'endettement des entreprises plutôt que le financement sur fonds propres...

	Tout à fait d'accord	D'accord	Neutre	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans avis
...sont préférables à une initiative au niveau de l'UE, car elles peuvent mieux cibler les besoins.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...créent des difficultés pour les entreprises opérant dans le marché unique dans plusieurs pays.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...sont une forme de concurrence fiscale entre les pays	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant une initiative de l'UE visant à atténuer l'incitation fiscale favorisant l'endettement des entreprises ?

Les initiatives à l'échelle de l'UE visant à lutter contre l'incitation fiscale favorisant l'endettement des entreprises...

	Tout à fait d'accord	D'accord	Neutre	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans avis
...constitueraient un outil utile pour soutenir la reprise des entreprises à la suite de la crise de la COVID-19 et encourager les investissements sur fonds propres dans le contexte de la transition vers une économie numérique plus verte, sans créer de distorsions au sein du marché unique.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...réduiraient la concurrence fiscale entre les États membres.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...seraient bénéfiques pour les entreprises opérant dans le marché unique dans plusieurs pays.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...ne sont pas nécessaires : il convient de trouver une réponse à l'incitation fiscale favorisant l'endettement des entreprises au niveau des États membres.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...ne sont pas nécessaires : il n'existe pas d'incitation fiscale favorisant l'endettement des entreprises.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

L'incitation fiscale favorisant l'endettement des entreprises pourrait être traitée au moyen de plusieurs possibilités d'action. Lors de l'examen des possibilités d'action ci-dessous, le répondant devrait partir du principe que l'incidence globale sur les coûts fiscaux des sociétés et les recettes fiscales pour les États membres sera neutre, même si les États membres restent libres de prendre d'éventuelles mesures de compensation. À titre d'exemple, la possibilité d'action visant à atténuer l'incitation fiscale favorisant l'endettement des entreprises pourrait être combinée à une modification du taux d'imposition des sociétés afin de garantir que l'incidence globale sur les recettes fiscales des États membres et sur les coûts fiscaux pour les entreprises sera neutre.

Selon vous, quelle serait l'action la plus appropriée pour remédier à l'incitation fiscale favorisant l'endettement des entreprises ? Veuillez classer les actions de 1 (action la plus appropriée) à 4 (action la moins appropriée).

	1 (action la plus appropriée)	2	3	4 (action la moins appropriée)
Action 1 : Interdire toute déduction des coûts de financement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Action 2 : Mettre en place un abattement sur les fonds propres qui prévoit la déductibilité d'un intérêt notionnel sur l'ensemble des fonds propres (tout en maintenant la déductibilité des intérêts existante).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Action 3 : Mettre en place un abattement qui prévoit la déductibilité d'un intérêt notionnel sur les nouveaux fonds propres (tout en maintenant la déductibilité des intérêts existante).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Action 4 : Mettre en place un abattement sur le capital financier des entreprises (dette financière + fonds propres) qui remplacerait la déduction fiscale des intérêts	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Action 5 : Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si vous avez répondu « Autre », veuillez expliquer brièvement quel type de mesure devrait être envisagé et comment elle devrait être conçue.

1000 caractère(s) maximum

Selon le système européen de comptes 2010, la définition opérationnelle d'une action est la suivante : « une action est un actif financier représentatif d'un droit sur la valeur résiduelle d'une société après désintéressement de tous les créanciers ».

Trouvez-vous cette définition utile ou proposeriez-vous une autre définition ?

Cette définition est utile.

Cette définition est inutile, je proposerais une autre définition.

Quelle autre définition d'une « action » proposeriez-vous ? Si possible, expliquez votre proposition.

1500 caractère(s) maximum

Lorsqu'un abattement fiscal est accordé pour les fonds propres des sociétés (comme dans les options 2, 3 et 4), un taux d'intérêt notionnel doit être déterminé. Le taux d'intérêt notionnel sera déterminé sur la base d'un taux d'intérêt du marché sans risque afin de tenir compte des variations annuelles des taux d'intérêt. En outre, une prime de risque peut être ajoutée au taux sans risque pour le calcul du taux d'intérêt notionnel. Selon vous, quel devrait être le taux d'intérêt notionnel ?

Le taux d'intérêt notionnel pour l'abattement sur les fonds propres devrait être :

- égal au taux d'intérêt sans risque + 0.5%
- égal au taux d'intérêt sans risque + 1%
- égal au taux d'intérêt sans risque + 1.5%
- égal au taux d'intérêt sans risque + 2%
- égal au taux d'intérêt sans risque + 2.5%
- égal au taux d'intérêt sans risque + 3%
- plus élevé

Quel taux d'intérêt notionnel proposeriez-vous ?

50 caractère(s) maximum

Veuillez expliquer votre réponse et/ou formuler d'autres observations.

500 caractère(s) maximum

Un taux notionnel incitatif intégrerait un prix du risque supérieur à +3% car il s'agit d'un financement de très longue durée. Mais l'expérience italienne montre qu'après quelques années, ce régime devient très (trop ?) coûteux en raison du stock accru de fonds propres nouveaux depuis l'introduction du régime. Une solution serait donc d'abaisser le taux après les premières années tout en maintenant une incitation forte sous forme de majoration de taux pour les dernières augmentations de capital

Afin de permettre aux petites et moyennes entreprises (PME) de mieux se financer, pensez-vous qu'un taux d'intérêt notionnel plus généreux devrait être accordé aux PME ?

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Neutre
- Pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Sans avis

Veuillez expliquer votre réponse et/ou formuler d'autres observations.

500 caractère(s) maximum

Le contexte actuel nécessite d'améliorer les conditions du financement privé des PME européennes pour leur permettre de participer efficacement à la reprise post crise COVID 19

Selon vous, dans quelle mesure le taux d'intérêt notionnel accordé aux PME devrait-il être supérieur au taux d'intérêt notionnel appliqué aux grandes entreprises ?

- + 0.5 point de pourcentage
- + 1 point de pourcentage
- + 1.5 point de pourcentage
- + 2 points de pourcentage
- + 2.5 points de pourcentage
- + 3 points de pourcentage
- plus élevé

Selon vous, dans quelle mesure le taux d'intérêt notionnel pour les PME devrait-il être supérieur à celui des grandes entreprises ?

100 caractère(s) maximum

Dans le financement des PME, le "prix du risque" est plus élevé



En ce qui concerne les mesures d'abattement fiscal pour les fonds propres des sociétés (actions 2, 3 et 4 ci-dessus), êtes-vous d'accord avec le fait que ces propositions devraient inclure des règles strictes pour empêcher leur utilisation à des fins de planification fiscale agressive ?

- Tout à fait d'accord  
 D'accord  
 Neutre  
 Pas d'accord  
 Pas du tout d'accord  
 Sans avis

Vous indiquez que vous n'êtes pas d'accord avec les règles de lutte contre la planification fiscale agressive. Pouvez-vous fournir des précisions ?

1000 caractère(s) maximum

Veuillez évaluer les éléments ci-après du point de vue de leur efficacité pour ce qui est d'empêcher l'utilisation des mesures d'abattement fiscal sur les fonds propres à des fins d'évasion fiscale en exprimant votre accord ou votre désaccord avec les affirmations qui suivent.

Afin de prévenir l'utilisation abusive d'un abattement pour les fonds propres à des fins de planification fiscale agressive, il est nécessaire...

	Tout à fait d'accord	D'accord	Neutre	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans avis
...d'ajouter une disposition anti-abus générale qui exclurait la déduction d'intérêts notionnels pour les opérations effectuées sans but économique substantiel ou effectuées avec des parties liées et qui ont pour objectif principal de convertir du capital ancien en capital nouveau dans le but de bénéficier de la déduction d'intérêts notionnels.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...d'exclure l'utilisation en cascade dans le cadre de prêts intragroupe et de prêts impliquant des entreprises associées.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...d'exclure les contributions en espèces et les contributions en nature.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...d'exclure l'augmentation de capital souscrite par la société ou l'une de ses filiales (actions propres).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...d'exclure le transfert intragroupe de participations.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...d'empêcher la recatégorisation de capital ancien en capital nouveau au moyen de liquidations et de la création de nouvelles entreprises.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...d'exclure les acquisitions de filiales et de branches d'activité détenues par des entreprises associées.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...d'exclure les actifs non liés à l'activité.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre (veuillez préciser).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Veillez expliquer quelle disposition anti-abus vous incluriez dans la proposition afin d'empêcher l'utilisation de l'abattement sur les fonds propres au niveau de l'UE à des fins d'évasion fiscale.

*1000 caractère(s) maximum*

## OBSERVATIONS FINALES

---

Vous avez la possibilité de télécharger un document succinct, tel qu'un document de synthèse, si vous estimez que des informations générales supplémentaires sont nécessaires pour mieux expliquer votre position ou partager des informations sur des données, des études, des documents, etc., que la Commission européenne pourrait prendre en considération dans la préparation de son initiative.

Veillez noter que le document que vous joindrez sera publié en même temps que vos réponses au questionnaire, qui demeurent la contribution essentielle à la présente consultation publique.

Au cas où vous auriez opté, dans la section « Informations vous concernant », pour l'anonymat de votre contribution, veuillez vous assurer de supprimer toute information à caractère personnel (nom, adresse électronique) du document et également des propriétés du document.

Veillez télécharger votre fichier. Seuls les fichiers du type pdf,doc,docx,odt,txt,rtf sont autorisés.

